

La crise des euromissiles

Source: Martins, Véronica. La crise des euromissiles. CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_crise_des_euromissiles-fr-0133b225-018a-41c6-9bdb-ed2e1ec41620.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2016



La crise des euromissiles de 1977-1982

Malgré la «détente» des relations Est-Ouest au début des années 1970, les divers arrangements en faveur d'une limitation des armements stratégiques (SALT II), la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR), le développement de l'arsenal nucléaire soviétique suscitent l'inquiétude des Occidentaux^[1]. Selon les communiqués des ministres de la défense de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, « *le degré de capacité offensive atteint par les forces armées soviétiques est "excessif" par rapport aux besoins réels de la défense* »^[2]. A cela s'ajoute la fragilité du pouvoir exécutif soviétique: le principal architecte de la détente du côté soviétique entre 1970 et 1974, Léonid Brejnev, est affaibli et s'éloigne du pouvoir. Enfin, l'expansion de l'influence de l'URSS vers l'Afrique australe et la Corne de l'Afrique lui permettent de tester ses capacités de projection de puissance mais se traduisent par des coûts d'engagements militaires élevés^[3]. Côté américain, le scandale du Watergate et la guerre du Viêt-Nam entraînent des changements de la politique étrangère de ce pays. La diplomatie «semi-officielle» qui permit au Président Nixon et à Henri Kissinger, son conseiller à la sécurité nationale, d'œuvrer à la «détente» est amoindrie^[4]. Ainsi, le successeur de Nixon, Jimmy Carter, met fin aux interactions secrètes avec l'ambassadeur soviétique à Washington, Anatolii Dobrynine: à compter de 1977, les décideurs soviétiques perdent un canal de discussion avec les États-Unis^[5]. La même année, alors mêmes que se déroulent les négociations SALT II et MBFR, l'introduction des IRBM SS-20^[6] dans les forces soviétiques et leur déploiement en URSS modifient l'équilibre stratégique en Europe^[7].

Lors de la dernière phase de négociation des accords SALT II (1976-1978), l'URSS ne fait preuve de modération ni à l'égard des Européens ni à l'égard des États-Unis. L'arrivée du président Carter au pouvoir provoque un raidissement des négociations et des relations entre les deux superpuissances: les États-Unis se rapprochent de la Chine, doivent faire face au début de la révolution iranienne à compter de l'automne 1978^[8] et, surtout, le Congrès américain agite l'emploi de son veto contre la ratification des accords SALT II. Les conservateurs considèrent que la menace des fusées soviétiques (SS-18) sur les missiles sol-sol (type *Minuteman*) n'a pas été éliminée, tandis que les libéraux déplorent le niveau élevé des plafonds convenus dans les accords^[9]. La suspension du processus de ratification par le Président Carter et la «double décision» sur les forces nucléaires de théâtre de l'OTAN du 12 décembre 1979 amplifient la crise. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'OTAN voient dans le déploiement des missiles SS-20 une menace pour la sécurité. L'OTAN a besoin de préserver la crédibilité de sa stratégie de riposte graduée face à la modernisation et à l'expansion des forces nucléaires de théâtre (TNF) soviétiques et prend la double décision de moderniser la force nucléaire de théâtre à longue portée (LRTNF) par le déploiement en Europe de systèmes américains lancés du sol comprenant 108 lanceurs Pershing II et 466 GLCM (Ground Launched Cruise Missile) et d'entamer des négociations avec les Soviétiques pour limiter les armements LRTNF. Ces négociations sont engagées à Genève en novembre 1981^[10].

Dans les années 1980, le Royaume-Uni et la France maintiennent le désir d'indépendance en termes

de dissuasion et d'utilisation de leurs armements nucléaires, malgré la menace que le déploiement des missiles SS-20 soviétiques en Europe de l'Est fait planer sur l'Europe occidentale. Lors des négociations de limitation d'armements précédentes entre les États-Unis et l'URSS, les forces britanniques et françaises n'y ont été que très peu mentionnées. Le débat autour d'un équilibre «euro-stratégique» oblige à les y inclure car leur nombre permet de faire gonfler les forces militaires de l'OTAN – une «intégration» que rejette le président français François Mitterrand, notamment en 1983^[11]. Le secrétaire général du comité central du Parti communiste, Iouri Andropov, s'appuie alors sur ces forces complémentaires pour construire la position soviétique en cherchant à établir un lien direct entre le nombre de missiles français et britanniques et les SS-20.^[12]

François Mitterrand prend position avant même les élections de mai 1981: la France se doit d'intervenir dans les débats européens, car il est nécessaire d'éviter une dérive vers une Europe «non nucléaire» et, en sens inverse, de rétablir un équilibre des forces^[13]. Le nouveau gouvernement français durcit sa politique à l'égard de l'Est et se prononce en faveur de la mise en œuvre de la décision de l'OTAN de déployer les Pershing et les GLCM, afin de préserver le couplage stratégique «euro-américain». En septembre 1981, le premier ministre français, Pierre Mauroy, réaffirme le refus d'un monde bipolaire, la doctrine de «représailles massives» face à la menace des SS-20 et la nécessité d'une force française de dissuasion autonome en modernisation permanente^[14]. La «crise des euromissiles» provoque d'énormes manifestations anti-nucléaires en Europe, notamment au Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas et en Allemagne de l'Ouest. Sous la pression de la rue, le chancelier allemand, Helmut Schmidt, préconise de découpler les forces européennes de celles américaines. Une perspective non défendue par la France et qui amène François Mitterrand à intervenir directement dans le débat électoral allemand^[15]. Dans son discours à Bonn, devant le Bundestag, le 20 janvier 1983, il plaide en faveur d'un équilibre des forces en Europe. Il souligne aussi et surtout les risques de découplage entre le continent européen et le continent américain qui *«mettrait [...] en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix»*^[16]. Le président français Mitterrand, de passage à Bruxelles en octobre 1983, déclare *« je constate que le pacifisme [...] est à l'Ouest et les euromissiles à l'Est. Je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal.»*

Les Britanniques estiment que les Allemands *«ont réagi de façon excessive»* face à la situation, même s'ils comprennent que le déploiement des missiles soviétiques SS-20 et des bombardiers *Backfire* ont ravivé les inquiétudes concernant l'équilibre des forces nucléaires de théâtre^[17]. Sur le fond, Londres juge nécessaire une plus grande présence d'armements à longue portée américains, y compris des missiles de croisière lancés du sol ou des Pershing II, mais la volonté de contrôler l'armement pourrait constituer un argument pour ne pas procéder aux déploiements^[18]. Ils se prononcent au final en faveur de la «double décision» de l'OTAN en tant qu'exemple de cohésion et de force militaire. Dans le cadre de l'UEO, ils soulignent cependant que ce soutien est sans préjudice de leur désir d'indépendance en termes d'utilisation de l'arme atomique, car l'existence d'un second centre de décision contribue à l'efficacité de la capacité de dissuasion alliée et ne doit donc pas dépendre uniquement de l'OTAN^[19].

Finalement, les missiles Pershing II sont déployés sur le sol de la République fédérale d'Allemagne à partir de 1983, avec l'appui de dirigeants comme Margareth Thatcher et Helmut Kohl^[20] En parallèle, des missiles de croisière à capacité nucléaire (GLCM) seront également stationnés en Belgique, en Italie, au Royaume-Uni ainsi que sur le territoire de la RFA.

Dans les travaux du Conseil et de l'Assemblée de l'UEO^[21], la «crise des euromissiles» provoque une réappréciation des initiatives de désarmement, compte tenu de la supériorité des forces nucléaires et conventionnelles soviétiques. L'étroite relation existante entre le désarmement et les euromissiles suscite l'intérêt et les préoccupations de l'Assemblée, favorable à la «double décision» de l'OTAN de 1979: elle recommande ainsi au Conseil de l'UEO d'inciter le Conseil de l'Atlantique nord à chercher à rétablir l'équilibre entre les forces du pacte de Varsovie et celles de l'OTAN, puisque ce déséquilibre constitue une menace pour la paix^[22]. L'inquiétude des parlementaires concernant l'évolution des pourparlers sur les INF (*Intermediate-Range Nuclear Forces*) les amène à préconiser la conduite de consultations au sein de l'UEO, afin que les membres européens de l'OTAN puissent avoir une voix plus actives dans ces discussions. Le Conseil écarte cette recommandation, au motif que des consultations ont déjà lieu au sein de l'OTAN et d'autres instances spécialisées, comme le Groupe consultatif spécial.^[23]

Dans les débats au sein de l'UEO, Britanniques et Français se montrent très actifs. Ils profitent des projets de réponses aux recommandations et des débats au sein du Conseil pour réaffirmer leur position, malgré les limites de compétences de l'UEO concernant le désarmement et les limitations des armements nucléaires. Les échanges sur les «grands sujets» entre délégués permanents ou entre ambassadeurs lors des sessions du Conseil sont appréciés, l'Ambassadeur français, Emmanuel de Margerie, allant jusqu'à les considérer comme des «*bouffées d'air frais*»^[24]. Pareillement, Georges Lemoine, alors secrétaire d'État auprès du ministre français de la Défense, reconnaît que dans un contexte de déséquilibre entre les États-Unis et l'URSS et face au «*pacifisme et au neutralisme*» qui règne en Europe – la conjugaison de ces deux facteurs pouvant même mettre en danger l'Europe – l'UEO a un rôle particulier à jouer^[25]. Ce rôle se trouve lié au devoir d'assistance qui lie ses membres en cas d'agression et au fait que ces États sont aussi membres de la Communauté économique européenne et de l'Alliance atlantique. L'Assemblée est considérée aussi comme «*le lieu naturel de discussion des questions de défense*»^[26]. Sur le fond du dossier, Londres confirme qu'il est nécessaire de continuer de rejeter les propositions unilatérales soviétiques portant sur les réductions des missiles à longue portée sur lesquelles il est impossible d'exercer un contrôle sur l'étendue des réductions soviétiques^[27]. En outre, dans leur projet de réponse à la recommandation sur le problème des armes nucléaires en Europe, les Britanniques soulignent aussi l'importance de poursuivre les préparatifs en vue du déploiement des missiles de croisière lancés du sol et des Pershing II afin de s'opposer aux SS-20 soviétiques.^[28]

[1] LUEHL, Lothar. Le défi du SS-20 et la stratégie soviétique à l'égard de l'Europe. *Politique étrangère* [en ligne]. N°3. 1979, 44e année [consulté le 20 septembre-octobre 2014], pp. 427-444, spéc. p. 427. Disponible sur: /web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1979_num_44_3_1576

[2] Ibidem.

[3] Il y a également une grande augmentation de l'assistance militaire soviétique à plusieurs pays du Moyen-Orient, notamment la Syrie, l'Irak et la Syrie en passant de 9.2 milliard de dollars en 1966-1975 à 35,4 milliards de dollars entre 1978-1982. ZUBOK, Vadislav. Soviet foreign policy from détente to Gorbachev, 1975-1985. In LEFFLER, Melwyn and WESTAD, Odd Arne (eds). *The Cambridge History of the Cold War (Volume III). Endings*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011.p. 91, 98-99, 101.

[4] Ibidem. p. 98-99.

[5] Ibidem. p. 99.

[6] Le SS-20 est le premier nouveau système missile balistique de la classe intermédiaire depuis le SS-5 (1961). Ce missile peut donc atteindre tous pays se trouvant dans un rayon de 4000 km environ. Même placés derrière l'oural, les SS-20 peuvent atteindre une partie de l'Europe occidentale et du Moyen-Orient.

[7] LUEHL, Lothar. Le défi du SS-20 et la stratégie soviétique à l'égard de l'Europe. *Op.Cit.* p. 435.

[8] SAIKAL, Amin. Islamism, the Iranian Revolution, and the Soviet invasion in Afghanistan. In LEFFLER, Melwyn and WESTAD, Odd Arne (eds). *The Cambridge History of the Cold War (Volume III). Endings*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011. p. 112-134.

[9] KLEIN, Jean. Vingt ans de négociations sur le désarmement. *Politique étrangère* [en ligne]. N°3, 1999, p. 664-665. Disponible sur: [consulté le 20 avril 2015]

[10] Elles débouchent sur le traité sur les forces intermédiaires (FNI) afin d'éliminer les missiles à courte portée et portée intermédiaire. Il est signé par les États-Unis et l'URSS à Washington le 8 décembre 1987.

[11] LELLOUCHE, Pierre. France and the Euromissiles. *Foreign Affairs* [online]. Thursday, December 1, 1983. Disponible sur: <https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/1983-12-01/france-and-euromissiles> [consulté le 4 mai 2015]

[12] FREEDMAN, Lawrence. The future of British and French nuclear policies. In BOYER, Yves, LELLOUCHE, Pierre and ROPER, John (Eds). *Franco-British Defence co-operation: A new entente cordiale*. London: Routledge for the Royal Institute of International Affairs. Paris: L'Institut des Relations Internationales, 1988. Chapter four, p. 39.

[13] LELLOUCHE, Pierre. France and the Euromissiles. *Foreign Affairs* [online]. Thursday, December 1, 1983. Disponible sur: <https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/1983-12-01/france-and-euromissiles> [consulté le 4 mai 2015]

[14] «La cohérence d'une politique de défense. Allocution du Premier ministre, le 14 septembre 1981, lors de la séance d'ouverture de la 34e session de l'IHEDN" dans Revue de Défense Nationale. 10.1981. 14 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1981, 01/09/1981-30/06/1982. File 132.18. Volume 1/2.

[15] « Interview de Francis Gutmann (Paris, 10 septembre 2014) – Extrait: la France et la crise des Euromissiles ». *Interview de Francis Gutmann / FRANCIS GUTMANN, Véronica Martins, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 10.09.2014. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:02:20, Couleur, Son original);*

[16] *M. Mitterrand plaide devant le Bundestag pour le maintien de l'équilibre des forces en Europe*. [En ligne] AFP, 20 janvier 1983. Disponible sur : <http://www.50elysee.com/timeline/afp/36/detail/show/>. [consulté le 12 mai 2015].

[17] [US Department]. State Department cable 258185 to U.S. Embassy London, "TNF Bilateral with UK," 11 October 1978, Secret. Disponible sur: <http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb301/doc03.pdf> [consulté le 5 mai 2015].

[18] Ibidem.

[19] "Draft reply by the United Kingdom delegation to WEU Assembly Recommendation 360 on SALT and the British

and French nuclear forces (London, 21 January 1981)". The National Archives of the UK (TNA). Foreign Office, Western Department and Foreign and Commonwealth Office, Western European Department: Registered Files (R and WR Series). WESTERN EUROPEAN UNION. Western European Union Assembly recommendation 360: Strategic Arms Limitations Treaty (SALT) and the British and French nuclear forces. 01/01/1981-31/12/1981, FCO 33/5237 (Former Reference Dep: WRU 83/1).

[20] Les tensions entre Soviétiques et Occidentaux ont persisté jusqu'en 1985, avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et, l'entente de celui-ci et de Ronald Reagan sur l'"option zéro" en 1987.

[21] Consulter la sous-section "Le désarmement". Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Recommandation n°323 sur le désarmement (Paris, dixième séance, 21 novembre 1978)" dans *Actes officiels: Vingt-quatrième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO. Novembre 1978, pp. 28-29; Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du secrétaire général. Recommandation de l'Assemblée No 323*. Londres: 07.06.1979. C (79) 83. 4 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1979, 01/06/1979-30/11/1979. File 202.413.25. Volume 1/1.

[22] Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Recommandation n°345 sur les armes nouvelles et la stratégie de défense – La modernisation des forces nucléaires de théâtre (Paris, première séance, 2 juin 1980)" dans *Actes officiels: Vingt-sixième session ordinaire, Première Partie, Vol. II: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO. Juin 1980, p. 20; Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Recommandation n°374 sur le nouvel examen des dangers courus par la paix du monde et la sécurité de l'Occident (Paris, onzième séance, 2 décembre 1981)" dans *Actes officiels: Vingt-septième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO. Décembre 1981, pp. 43-44; Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Recommandation n°375 sur les négociations sur les forces nucléaires de théâtre (Paris, onzième séance, 2 décembre 1981)" dans *Actes officiels: Vingt-septième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO. Décembre 1981, p. 45.

[23] Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du secrétaire général. Question écrite No 230 posée au Conseil par un membre de l'Assemblée*. Londres: 27.10.1982. C (82) 111. 2 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1982, 01/01/1982-30/10/1982. File 202.413.29. Volume 1/1.

[24] Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Extrait du compte rendu de la 582e réunion du Conseil de l'UEO le 23 septembre 1981*. VI. Questions diverses. CR (81) 13. 2 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15. Volume 5/7.

[25] Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Discours de M. Lemoine, Secrétaire d'État auprès du ministre français de la défense (Paris, huitième séance, 1^{er} décembre 1981)" dans *Actes officiels: Vingt-septième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats*. Paris: Assemblée de l'UEO. Décembre 1981, pp. 89-98.

[26] Ibidem.

[27] CR (81) 13. *Op. Cit.*

[28] Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du secrétaire général. Recommandation No 383 sur le problème des armes nucléaires en Europe*. Londres: 31.08.1982. WPM (82) 17. 4 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1982, 01/04/1982-30/11/1982. File 202.413.30. Volume 1/1. Voir aussi: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. *Note du secrétaire général. Recommandation No 375 sur les négociations relatives aux forces nucléaires*. Londres: 26.01.1982. WPM (82) 4. 6 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1982, 01/01/1982-30/10/1982. File 202.413.29. Volume 1/1.